



Adresse aux syndicats

Etats Généraux de l'Industrie Mobilisons les salariés pour gagner une vraie politique industrielle !

« La manifestation nationale du 22 octobre dernier a donné confiance aux salariés en se faisant l'écho des nombreuses luttes d'entreprises, de branches professionnelles et de territoires qui depuis plus d'un an rythment l'actualité sociale dans le pays. »

Ces mobilisations ont permis que, des ouvriers aux ingénieurs, les salariés s'expriment et revendiquent. Ils n'entendent pas être les victimes des choix stratégiques et de gestion de leur entreprise suivant le seul critère financier, visant à conforter les profits de quelques uns sur le dos de l'emploi, des conditions de travail, des salaires et des garanties collectives.

Tant que le gouvernement et le patronat se refuseront à changer en profondeur les logiques qui ont conduit à la crise économique et sociale, les situations souvent scandaleuses, faites de restructurations, de licenciements, de mise au rebut des salariés et du tissu industriel du pays se poursuivront voire s'accéléreront dans chaque région et filière industrielle.

En passant aussi vite sur la faillite d'un système qui n'a eu comme finalité que de maximiser les profits, comment, dans ces conditions, prétendre remettre au centre, et de manière durable, une nouvelle politique industrielle basée sur la production des richesses pour tous ?

Comment prétendre éviter de nouvelles crises en laissant repartir la spirale infernale de la spéculation ?

Comment laisser les banques repartir de plus belle sur les mêmes principes sachant que les dégâts seront encore plus dévastateurs ?

Les salariés, en luttant pour l'emploi et le développement de leur outil de travail, mènent une lutte d'intérêt général

Depuis plusieurs mois, la CGT a inscrit son intervention dans les entreprises industrielles dans le cadre d'une campagne plus large pour la défense de l'emploi et de l'industrie. Cette campagne, faite de centaines d'initiatives dans tout le pays, a un écho très large.

Souvent, nous constatons autour des grèves, l'engagement de la population, d'élus, de celles et ceux qui ne peuvent accepter la désertification du territoire, le pillage des savoir-faire acquis par plusieurs générations, la faiblesse des investissements dans la recherche, les capacités de productions, la formation, l'embauche.

C'est dans un contexte de mécontentements, de nombreuses luttes que le Président de la République, mesurant sans doute l'écart considérable entre les déclarations d'intention et la réalité des faits, a mis en place les Etats Généraux de l'Industrie (EGI).

Si la CGT peut apprécier enfin qu'un débat national sur l'industrie ait lieu, nous ne sommes pas dupes de l'exercice et de la façon dont se déroulent ces états généraux. Les délais très courts ne permettent aucunement un réel débat et approfondissement des enjeux.

Après avoir annoncé deux nouvelles dispositions qui sont encore des cadeaux aux entreprises : un crédit d'impôt innovation, une prime à la relocalisation, les seuls termes que retiennent les représentants patronaux et gouvernementaux dans ces EGI sont «compétitivité», «couts du travail»,

«exonérations de charges», «accompagnement des restructurations ... Bref, des refrains bien connus et qui ont semé des millions de chômeurs sur leurs routes.

Comme si il n'y avait pas déjà assez d'argent public donné aux entreprises, d'exonérations de cotisations sociales. La suppression de la taxe professionnelle, un cadeau de 12 milliards d'euros. **Disons stop.**

Le gouvernement doit entendre cette urgence qu'expriment de plus en plus fortement les salariés et leurs syndicats sur la politique industrielle, alors que les mesures gouvernementales se contentent d'accompagner le plus souvent les restructurations et les licenciements.

Forte des mobilisations dans les entreprises, les territoires et les branches professionnelles et de la manifestation nationale à Paris le 22 octobre, la CGT veut que ces Etats Généraux de l'Industrie se traduisent aux niveaux national et régional par des résultats concrets pour le développement de l'industrie et de l'emploi.

Portons dans les Etats Généraux et les entreprises les 5 priorités définies par la CGT

■ **Notre première priorité, c'est l'avenir des hommes et des femmes qui travaillent dans l'industrie et de ceux qui sont appelés à y travailler.** L'augmentation des salaires et la reconnaissance des qualifications sont des exigences incontournables. Face au défi démographique lié aux départs massifs en

retraite, il faut une politique ambitieuse en termes d'embauches et de formation. Il s'agit de pérenniser les capacités, les compétences, les savoir-faire. C'est aussi le moyen de permettre le départ en retraite anticipée de centaines de milliers de salariés usés par des métiers pénibles. Vous le savez, le MEDEF, au contraire, veut nous imposer un recul de l'âge de départ en retraite.

■ **Notre seconde priorité va à l'innovation et à la recherche.** L'objectif de consacrer 3 % du PIB à la recherche, soit 33 milliards d'euros (au lieu de 21 milliards annuels) doit enfin se concrétiser. Comment en effet prétendre préparer l'avenir sans avoir les moyens correspondants ?

■ **Troisième priorité, mettre sur pied un plan cohérent en faveur du développement durable** afin de prendre en compte les enjeux environnementaux et en particulier le changement climatique. Ceci exige de renforcer et de moderniser un potentiel industriel au service d'une économie fortement décarbonée. L'industrie est tout à fait compatible avec l'ambition d'un développement durable. Des centaines de milliers d'emplois peuvent et doivent être créés dans la construction, les transports et l'énergie, notamment.

■ **Quatrième priorité, il faut faire avancer les droits d'intervention des salariés.** Développement industriel, démocratie sociale et territoriale doivent aller de pair. La CGT revendique l'instauration d'un droit suspensif aux licenciements avec prise en

compte des propositions alternatives. Nous voulons l'entrée de représentants des salariés dans les conseils d'administration des entreprises et des groupes. Il faut créer des comités interentreprises entre donneurs d'ordres et sous traitants. Tous les salariés d'une filière ou d'un territoire doivent avoir un égal accès à l'information et avoir les mêmes pouvoirs d'intervention.

■ **Enfin, c'est la cinquième priorité, le financement.**

L'industrie est incompatible avec les taux de rentabilité à deux chiffres exigés ces dernières années. La CGT considère qu'un pôle public de financement du développement industriel est possible dès maintenant en utilisant un livret d'épargne industrie et emploi.

Les bases de ce pôle existent avec la Caisse des Dépôts et OSEO qui financent l'innovation des PME et la Banque postale. Les Banques doivent consacrer l'essentiel de leur activité au service de l'emploi, des projets industriels.

Créons les conditions pour donner une suite à la manifestation du 22 octobre dans tous les départements, les bassins d'emploi, les régions, en lien avec les filières industrielles

Nous savons tous que les batailles sont parfois difficiles à mener, mais nous savons aussi que laisser faire serait se condamner.

Avec les Etats Généraux de l'Industrie, un débat s'est ouvert, où la CGT apporte une cohérence de propositions, d'analyses qu'il faut mettre aussi dans les mains des salariés.

La priorité est de créer les conditions pour qu'ils puissent se faire entendre, fassent pression sur les orientations, **imposent une vraie ambition industrielle et sociale.**

Emparons-nous de ces rendez-vous comme autant d'opportunités pour porter les revendications et les propositions de la CGT.

Rassemblements, diffusions de tracts, débrayages doivent être organisés partout en ayant le souci de mettre en mouvement plus de salariés, plus de syndiqués.

Pour agir, il faut être organisé, il faut être syndiqué !

Une CGT déterminée et plus forte, pour gagner une vraie politique industrielle durable et de développement de l'emploi.

